

FONCIERE ATLAND
Société anonyme
au capital de 16 167 305 €
Siège social : 10 avenue George V - PARIS (8ème)
598 500 775 RCS PARIS

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2011

- **ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**
- **RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE**
- **COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011**
- **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2011**
- **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS**

**ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

Responsable du rapport financier semestriel

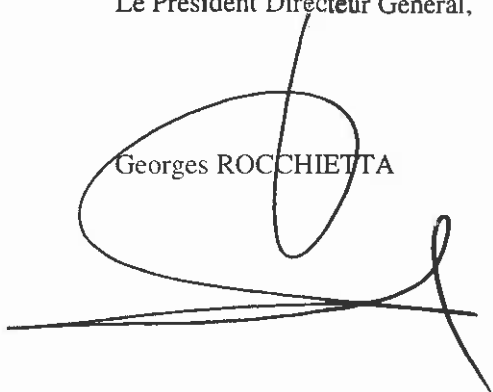
Georges ROCCHIETTA, Président Directeur Général
Foncière Atland
10, avenue George V – 75 008 Paris

Attestation

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat du groupe Foncière Atland, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Fait à Paris, le 31 août 2011
Le Président Directeur Général,

Georges ROCCHIETTA

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	4
1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2011	4
2. PATRIMOINE DU GROUPE	5
3. CHIFFRES CLES.....	6
4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	7
4.1 Synthèse des comptes consolidés.....	7
4.2 Organigramme.....	8
4.3 Synthèse des comptes.....	9
5. ACTIF NET REEVALUE (ANR)	12
5.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction.....	12
5.2 Calcul de l'ANR de liquidation au 30 juin 2011.....	12
6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL	14
6.1 Répartition de l'actionariat	14
6.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre	14
6.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital.....	15
6.4 Autocontrôle, contrat de liquidité	20
7. PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES	22
7.1 Le risque de crédit	22
7.2 Le risque de prix	23
7.3 Le risque de liquidité.....	23
7.4 Risque sur les entités ad-hoc	24
7.5 Le risque de taux d'intérêt.....	24
7.6 Le risque de change	24
7.7 Le risque lié à l'évolution du cours des actions.....	24
7.8 Le risque lié au niveau d'endettement du Groupe.....	24
7.9 Le risque lié au service bancaire.....	24
7.10 Dépendance de Foncière Atland au regard des moyens techniques et humains.....	25
7.11 Gestion des risques.....	25
7.12 Assurances souscrites par la société et son groupe	26
8. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES	27
9. EVENEMENTS POST-CLOTURE	28
10. PERSPECTIVES ET MARCHE.....	28
10.1 Point marché	28
10.2 Perspectives	30
II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	31
III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	56

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Le Conseil d'Administration de la Société a arrêté les comptes au 30 juin 2011 lors de sa réunion en date du 31 août 2011.

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2011

- **Construction : développement d'un nouveau parc « Urban Valley »**

Foncière Atland a lancé le développement d'un nouveau parc d'activité « Urban Valley » de 10 000 m² à Bondoufle (Essonne) sur un terrain aménagé par l'AFTRP. Deuxième programme de la gamme « Urban Valley », ce parc accueillera 5 bâtiments de 500 à 2 500 m² offrant des solutions d'aménagement clé-en-main.

- **Asset management : un semestre actif**

- *Structuration de 3 co-investissements*

Dans le cadre de ses partenariats d'externalisation d'actifs immobiliers, la foncière a structuré trois acquisitions à l'occasion de club-deals :

- Elle a organisé l'achat auprès de son partenaire Veolia Transport, premier opérateur privé européen de transport public, de deux sites à usage d'activités et de dépôts de bus à Laval (Mayenne) et Les-Ponts-de-Cé (Maine-et-Loire) pour un montant de 4,1 M€, hors droits, en contrepartie de la signature de baux de 12 ans fermes.
- Elle a signé un accord d'externalisation avec DCM Usimeca, filiale de DCM Group spécialiste mondial et leader français des machines pour l'industrie de l'emballage assorti d'un bail de 9 ans fermes pour un ensemble immobilier de 10.000 m² d'activités et de bureaux à Nanterre (Hauts-de-Seine).

- *Poursuite de la sécurisation des baux*

Foncière Atland a poursuivi la sécurisation de ses baux et de son cash-flow futur, avec la signature de trois nouveaux baux portant sur une surface totale de 4 500 m², de bâtiments commerciaux de Cébazat (Puy-de-Dôme).

Elle a réalisé un programme de 1,5 M€ HT de travaux d'extension et de rénovation sur 3 sites loués à Keolis, acteur majeur du transport public de voyageurs. En contrepartie, les baux de ces actifs ont été prorogés de 9 ans.

- *Nouveaux arbitrages*

Dans le cadre de sa stratégie d'arbitrage, Foncière Atland a cédé à la SCPI Primopierre (gérée par BNP Paribas Real Estate Investment Management) un immeuble de bureaux de 3 947 m² situé à Portet-sur-Garonne (Haute-Garonne).

Elle a également poursuivi la vente par lots de son immeuble de bureaux de Villejuif (Val-de-Marne) avec la cession d'une surface de 445 m².

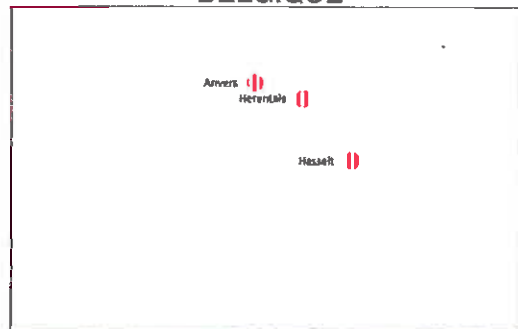
2. PATRIMOINE DU GROUPE

Au 30 juin 2011, le patrimoine du Groupe est le suivant :

ILE-DE-FRANCE



BELGIQUE



FONCIERE ATLAND

EXTERNALISATIONS

- KEOLIS (24 sites)
- VEOLIA TRANSPORT (7 sites)

BUREAUX

- Villecluf
- Toulouse (Eca)
- Labège (Découverte)

COMMERCES

- Bellevue
- Cébazat
- Mérignac

ENTREPOTS

- Amiens

ACTIVITES

- Balma (2 sites)
- Labège (2 sites)

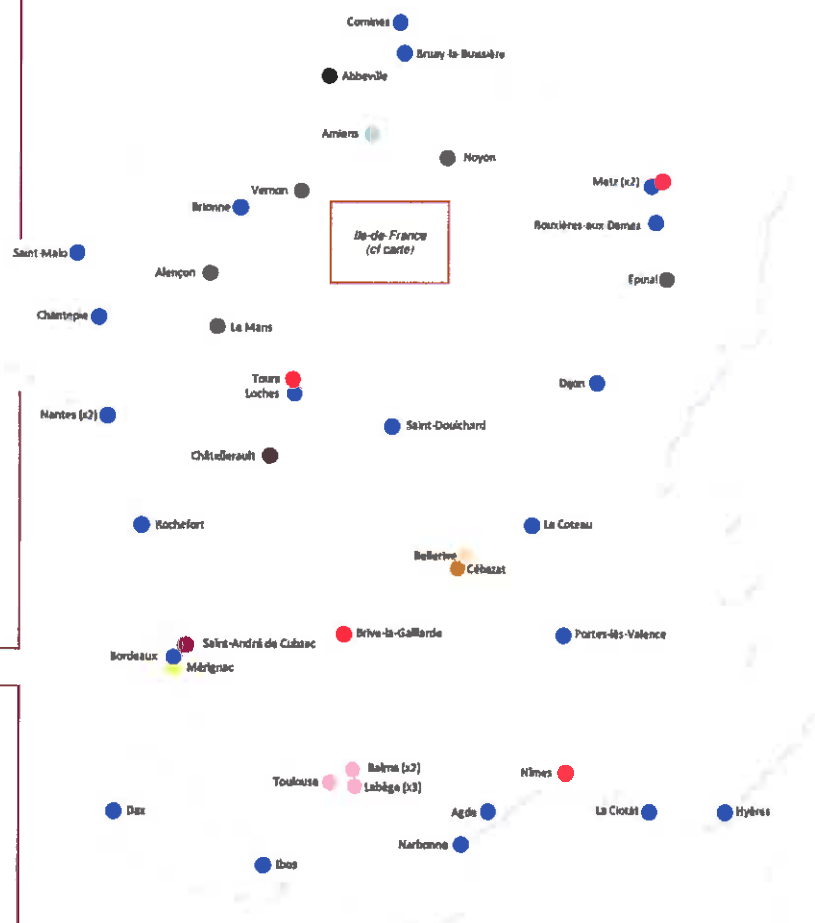
DEVELOPPEMENT

- Cormelles-en-Parisis
- Saint-André de Cubzac

CLUB-DEALS

- 5 sites en Ile-de-France
- 7 sites en France
- 3 sites en Belgique
- Cormelles-en-Parisis (3 bâtiments)
- Nanterre DCM

FRANCE



3. CHIFFRES CLES

Patrimoine Locatif – Foncière Atland (30/06/2011)

Surface de terrain totale	536 905 m ²
Surface bâtie	90 959 m ²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	8 260 K€
Loyer Annualisé (potentiel)	8 616 K€
Valeur du patrimoine HD (1)	103,1 M€
Taux d'occupation	97,4%
Taux de rendement net (2)	7,79%
Taux de rendement brut (3)	8,02%
Durée résiduelle ferme des baux	5,11 ans

Un patrimoine qui représente :

- 43 bâtiments
- 53 locataires

Patrimoine Locatif – Partenariats d'Investissement (30/06/2011)

Surface de terrain totale	276 508 m ²
Surface bâtie	59 177 m ²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	5 491 K€
Taux d'occupation	100%
Valeur du patrimoine HD (1)	66,9 M€
Taux de rendement net (2)	8,68%
Taux de rendement brut (3)	8,21%
Durée résiduelle ferme des baux	10,14 ans

Un patrimoine qui représente :

- 18 bâtiments
- 18 locataires

L'ensemble des baux gérés par Foncière Atland REIM est sécurisé sur une durée supérieure à cinq années. Ceci est notamment dû à la conclusion de baux de 9 et 12 années fermes sur les opérations d'externalisation.

(1) *Hors actifs en cours de construction*

(2) *Loyer net / Coût d'acquisition droits inclus*

(3) *Loyer net / valeur d'expertise hors droits*

4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

4.1 Synthèse des comptes consolidés

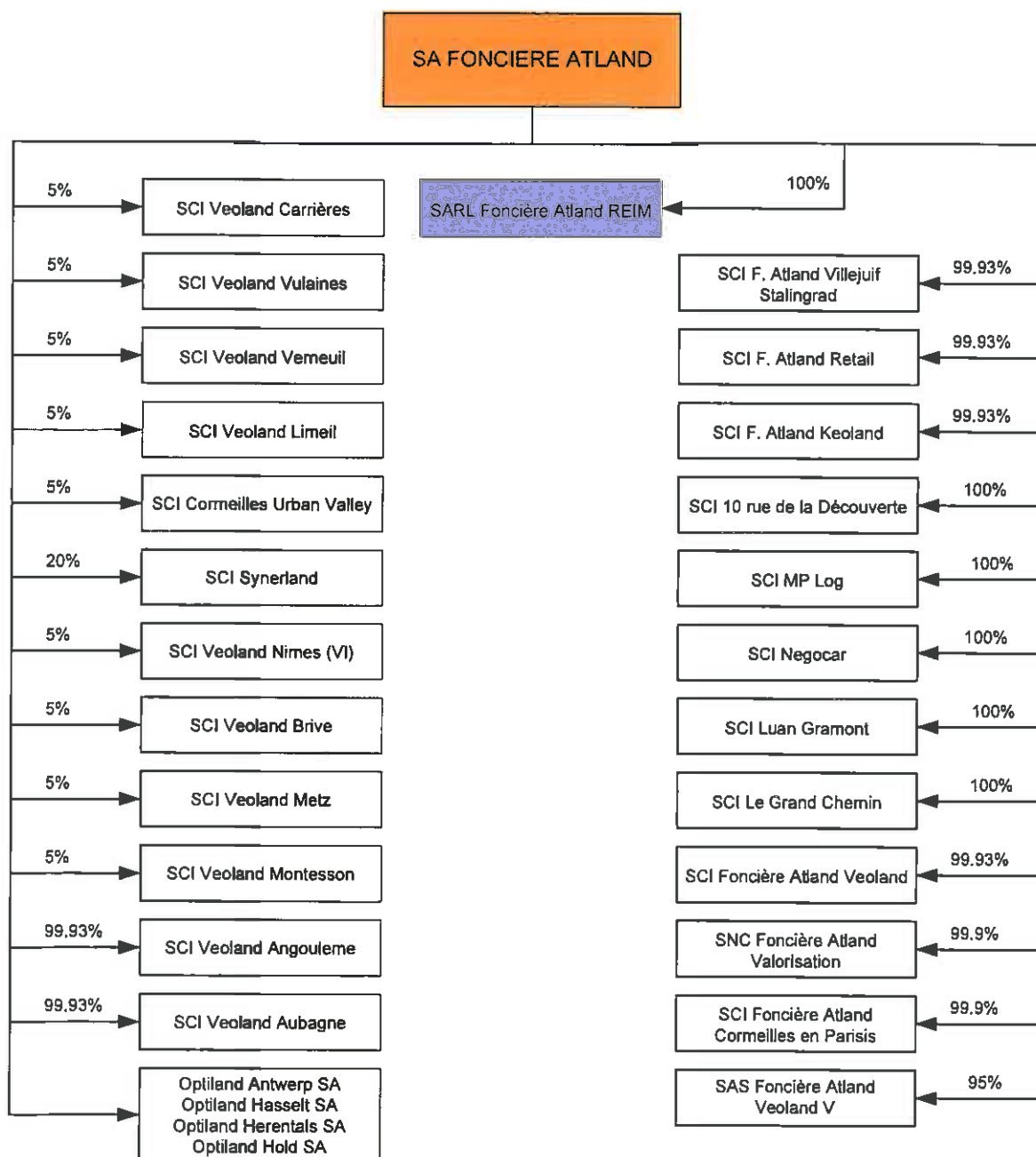
La Société présente des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2011 avec en comparatif le 30 juin 2010 (sur une durée d'activité similaire de 6 mois), dernier arrêté semestriel de la société. Les comptes consolidés sont établis conformément aux normes IFRS et à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les méthodes comptables appliquées par le groupe sont identiques à celles utilisées lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe ressort à 4,6 M€ dégageant un résultat opérationnel positif de 2,4 M€, contre respectivement 4,8 M€ et 2,5 M€ au 30 juin 2010.

Le résultat net est un bénéfice consolidé après impôt de 0,3 M€ pour le semestre clos au 30 juin 2011 contre une perte de 0,062 M€ au 30 juin 2010 après une charge financière de 2,2 M€ au 30 juin 2011 contre 2,7 M€ au 30 juin 2010.

4.2 Organigramme

L'organigramme du groupe au 30 juin 2011 est le suivant, sans changements par rapport au 31 décembre 2010 :



4.3 Synthèse des comptes

Les états financiers intermédiaires résumés sont les suivants :

- **Compte de résultat :**

En Keuros	juin-11	juin-10	%
Investissement	4 380	4 488	-2%
Construction	-	99	-
Asset management	260	224	16%
Chiffre d'affaires	4 640	4 812	-4%
Charges opérationnelles et prix de revient du stock	-1 196	-1 135	5%
EBITDA	3 444	3 677	-6%
Dotations aux amortissements et dépréciations	-1 174	-1 174	0%
EBIT avant arbitrage	2 270	2 503	-9%
Cession d'actifs	126	-	N/A
EBIT après arbitrage	2 396	2 503	-4%
Charges et produits financiers	-2 165	-2 686	-19%
Charges ou produits d'impôt	110	120	-8%
Résultat net des sociétés intégrées	340	-62	N/A
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	-7	0	N/A
Résultat net consolidé du Groupe	333	-62	N/A

- **Bilan :**

Actif (Keuros)	juin-11	déc-10	Passif (Keuros)	juin-11	déc-10
Immeubles de placement	96 447	102 600	Capitaux propres	20 643	19 833
Autres immobilisations	1 640	1 740	Dettes financières long terme	77 329	88 653
Créances et stock	9 373	10 437	Dettes financières court terme	5 752	5 083
Trésorerie non disponible	-	3 100	Autres dettes	5 736	7 422
Trésorerie disponible	2 000	3 116	TOTAL	109 460	120 993
TOTAL	109 460	120 993			

- **Evolution du cash-flow d'exploitation**

Le flux net de trésorerie généré par l'activité reste impacté par les fonds propres investis dans les opérations de développement au cours du premier semestre 2011. Retraité de cette activité, le cash flow généré par les activités de foncière et d'asset management est en léger recul par rapport à 2010 à 2 048 K€ contre 2 585 K€ au 30 juin 2010.

Toutefois, le cash-flow d'exploitation (hors variation de BFR) est en hausse de 11%.

(En Keuros)	juin-11	juin-10	%
RESULTAT	333	-62	
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 144	924	
Plus ou moins-values de cessions	-126	0	
Effet impôt	-110	-120	
Autres retraitements (dont éléments non cash)	-116	274	
Cash-flow d'exploitation	1 125	1 016	11%
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-611	-1 731	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	514	-715	
Dont flux net de trésorerie généré par l'activité de foncière et d'asset	2 048	2 585	
Dont flux net de trésorerie généré par l'activité de construction	-1 534	-3 300	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	7 823	-270	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-9 418	-593	
VARIATION DE TRESORERIE	-1 081	-1 578	
TRESORERIE A L'OUVERTURE	3 079	6 409	
TRESORERIE A LA CLOTURE	1 998	4 831	

Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement :

Il est impacté par les encaissements des différentes cessions 2011 pour 6,6 M€, l'encaissement du prix de cession de l'actif situé à Brest qui avait été séquestré pour être affecté à de nouvelles acquisitions pour 3,1 M€, les travaux réalisés sur 3 sites Keolis pour 1,5 M€ et les fonds propres investis dans les club-deals en 2011 pour 0,4 M€.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement :

Il est impacté par les prêts obtenus pour la réalisation des travaux Keolis pour 1,4 M€, le remboursement de la dette suite aux arbitrages pour 8,5 M€ et l'amortissement de la dette semestrielle pour 2,3 M€.

5. ACTIF NET REEVALUE (ANR)

5.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction

Les expertises ont été réalisées au cours du mois de juin 2011 par DTZ. La juste valeur des actifs du Groupe ressort à 103,1 M€ hors droits pour le patrimoine locatif et 5,5 M€ pour le patrimoine en cours de construction, soit 108,5 M€ sur l'ensemble du portefeuille détenu en propre par le Groupe.

La juste valeur du patrimoine détenu dans le cadre des club-deals et des opérations de co-investissement s'élève à 66,9 M€ à fin juin 2011 contre 51,4 M€ au 31 décembre 2010.

5.2 Calcul de l'ANR de liquidation au 30 juin 2011

Foncière Atland présente un ANR de liquidation et un ANR de reconstitution (ou de remplacement) calculé par action. La notion d'actif net réévalué permet de valoriser le Groupe à une date donnée, au travers de la juste de valeur (ou valeur de marché) de ses actifs (immeubles) et de ses passifs (dettes). Ainsi, parmi les indicateurs de performance des Foncières, on trouve notamment :

- ▶ Actif Net Réévalué total et par action
- ▶ Informations communiquées au public sur le patrimoine (détail des expertises...)
- ▶ Analyse sectorielle (géographique et par nature d'actif)
- ▶ Résultat net total par action
- ▶ Cash Flow total et par action
- ▶ Dividende total par action

Les Foncières cotées communiquent sur la base de leur ANR par action ce qui permet une comparaison avec leur capitalisation boursière. Cette comparabilité est facilitée par les normes comptables internationales qui préconisent la mise à la valeur de marché des immeubles de placement. L'ANR permet de mesurer la valeur du patrimoine du Groupe.

Sur la base des comptes consolidés IFRS, le groupe réintègre les éléments suivants :

Capitaux propres en normes IFRS
+/- value latente sur les immeubles de placement (1)
+ Quote-part dette des ORA
+ Plus-values latentes sur les actifs en cours de construction
= ANR de liquidation
+ Droits et frais sur les immeubles de placement
= ANR de reconstitution

(1) étant entendu que ces actifs sont comptabilisés chez Foncière Atland au coût amorti dans les comptes consolidés (coût d'acquisition réduit des amortissements cumulés).

ANR de liquidation : il s'agit de la valeur du patrimoine hors droits de mutation sur les titres et les immeubles de placement.

ANR de reconstitution : il permet de mesurer la valeur du patrimoine en incluant les droits et frais d'acquisition des actifs pour un acquéreur potentiel.

Foncière Atland présente également un ANR de liquidation et de reconstitution après retraitement de la juste valeur des instruments de couverture.

En Keuros	31-déc-09		30-juin-10		31-déc-10		30-juin-11	
	ANR de liquidation	ANR de reconstitution	ANR de liquidation	ANR de reconstitution	ANR de liquidation	ANR de reconstitution	ANR de liquidation	ANR de reconstitution
ANR COMPTABLE TOTAL	19 440	25 888	21 667	28 273	25 230	31 887	27 555	33 944
Retraitement de la juste valeur des instruments dérivés	-2 077	-2 077	-3 335	-3 335	-2 706	-2 706	-2 080	-2 080
ANR COMPTABLE TOTAL	21 517	27 965	25 002	31 608	27 936	34 593	29 635	36 024
Nombre total de titres *	464 047	464 047	464 063	464 063	463 530	463 530	464 085	464 085
<i>* Hors actions propres et actions gratuites</i>								
ANR unitaire y compris JV des instruments de couvertures	41,89	55,79	46,69	60,92	54,43	68,79	59,37	73,14
ANR unitaire hors JV des instruments de couvertures	46,37	60,26	53,88	68,11	60,27	74,63	63,86	77,62

Au 30 juin 2011, l'Actif Net Réévalué (ANR) par action, avant juste valeur des instruments de couverture, s'établit à 63,86 € en valeur de liquidation et à 77,62 € en valeur de reconstitution (+6,0 % et + 4,0 % par rapport au 31 décembre 2010). Cette progression s'explique par :

- l'amélioration des taux de capitalisation retenus par les experts immobiliers indépendants pour établir la valeur d'expertise des immeubles, dont la forte hausse au premier semestre 2011, a impacté l'ANR ;
- la contribution du résultat du premier semestre ;
- le remboursement de la dette intervenu au cours du premier semestre 2011.

6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL

Au 30 juin 2011, la composition de l'actionnariat de la société était la suivante :

Actionnaires	Actions	% capital	DV	% DV
Atland	142 116	48,35%	223 732	45,87%
G. Rocchietta	11 534	3,92%	23 068	4,73%
L. Védie de La Heslière	2 002	0,68%	4 004	0,82%
Xeos	6 098	2,07%	6 098	1,25%
Sous-total concert	161 750	55,03%	256 902	52,67%
Sipari (Crédit Foncier)	57 600	19,60%	115 200	23,62%
Tikehau Capital Partners	28 400	9,66%	56 800	11,65%
Public	43 056	14,65%	58 810	12,06%
Autocontrôle	3 145	1,07%	0	0,00%
Total	293 951	100,00%	487 712	100,00%

6.1 Répartition de l'actionnariat

Au 30 juin 2011, Atland détient 142.116 actions et 223.732 voix (61.500 droits de vote simple et 81.116 droits de vote double), soit respectivement 48,35 % du capital et 45,87 % des droits de vote de la société.

Au titre du concert entre Atland et ses dirigeants (MM. Rocchietta, Védie de La Heslière et la société XEOS), la détention capitalistique représente 161.750 actions et 256.902 droits de vote soit respectivement 55,03 % du capital et 52,67 % des droits de vote.

Les autres actionnaires nominatifs détenant plus de 2 % possèdent 86.000 actions et 172.000 droits de vote, soit 29,26 % en capital et 35,27 % en droits de vote (Tikehau Capital Partners 28.400 actions et 56.800 droits de vote, Sipari 57.600 actions et 115.200 droits de vote).

L'auto détention représente 3.145 actions, soit 1,07 % du capital sans droit de vote.

Le flottant (reste du capital) représente 43.056 actions et 58.810 droits de vote, soit 14,65 % en capital et 12,06 % en droits de vote.

6.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre

Le capital social a été modifié au cours du premier semestre 2011.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 18 mars 2009 et sur délégation consentie par l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire du 3 juin 2008, de procéder à l'attribution immédiate de 1.250 actions et de 600 actions conditionnées :

- à concurrence de 400 actions à M. Edouard LACOSTE auxquelles s'ajoutent 400 actions supplémentaires dont l'attribution définitive était conditionnée à une augmentation de l'ANR de plus de 22 % entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2010.
- à concurrence de 200 actions à M. Jonathan AZOULAY auxquelles s'ajoutent 200 actions supplémentaires dont l'attribution définitive était conditionnée à une augmentation de l'ANR de plus de 22 % entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2010.

- à concurrence de 400 actions à Monsieur Marc DEPARDIEU
- à concurrence de 150 actions à Monsieur Christian VALLAUD
- à concurrence de 100 actions à Monsieur Cédric CHALRET DU RIEU

Lors de sa séance du 17 mai 2011, le Conseil d'Administration a rappelé la caducité des attributions d'actions gratuites consenties à Monsieur Marc DEPARDIEU et à Monsieur Edouard LACOSTE, qui ont quitté la Société et a constaté que les conditions d'attribution définitive des actions sont remplies pour la partie non conditionnée et ne le sont pas pour la partie conditionnée.

Le Conseil d'Administration a constaté l'acquisition définitive de 200 actions de 55 € pour Monsieur Jonathan AZOULAY, de 150 actions pour Monsieur Christian VALLAUD et de 100 actions pour Monsieur Cédric CHALRET DU RIEU.

En conséquence, le Conseil d'Administration du 17 mai 2011 a décidé d'augmenter le capital social par création de 450 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 24.750 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 227.952 € à 203.202 €.

Le capital social s'élève désormais à 16.167.305 €, divisé en 293.951 actions de 55 € de valeur nominale et les statuts ont été modifiés en conséquence.

6.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital

Obligations Remboursables en Actions (ORA)

La société a émis, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des obligations remboursables en actions dans les conditions et modalités prévues par la Note d'Opération publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 24 octobre 2007 et ayant reçu le visa AMF N° 07-367 en date du 19 octobre 2007.

Il est rappelé que le Conseil d'Administration, sur délégation de l'assemblée générale mixte du 11 septembre 2007 a, lors de sa séance du 2 octobre 2007, décidé l'émission - entre le 26 octobre 2007 et le 23 novembre 2007 - avec maintien du droit préférentiel de souscription, de 175.599 obligations remboursables en actions de 65 euros de valeur nominale.

A l'issue de la période de souscription à titre irréductible et réductible des ORA, arrêtée le 30 novembre 2007 par CM-CIC Securities en sa qualité de centralisateur de l'opération, il a été constaté que :

- ▶ Nombre de DPS présentés : 260.915 (232.915 DPS pour compte des 4 actionnaires principaux détenant leurs titres en nominatif pur et 28.000 DPS présentés par les établissements financiers de la place).
- ▶ Il n'y a pas eu de souscription à titre réductible.
- ▶ Nombre d'ORA émises : 156.549
- ▶ Montant souscrit : 10.175.685 €
- ▶ Nombre d'ORA non souscrites : 19.050 ORA pour un montant de 1.238.250 €

Sur délégation octroyée par le Conseil d'Administration en date du 2 octobre 2007, le Président a décidé, le 30 novembre 2007, de répartir partiellement les ORA non souscrites au profit de personnes qui lui en ont fait la demande avant la période de clôture de l'opération. 16.730 ORA supplémentaires ont ainsi été souscrites.

En conséquence, après répartition des ORA non souscrites à titre irréductible et réductible,

seules 2.320 ORA n'ont pas été souscrites. Le Président a décidé, en conséquence, de limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions recueillies.

En conséquence, le Conseil d'Administration du 12 décembre 2007 a constaté que 173.279 ORA ont été souscrites pour un montant de 11.263.135 € et que la souscription a ainsi été suivie à 98,69 %.

Pour mémoire, les caractéristiques principales des ORA émises sont les suivantes (voir la Note d'Opération précitée pour plus de détails) :

- ▶ Date d'émission : les ORA portent jouissance depuis leur date d'émission, soit le 7 décembre 2007.
- ▶ Valeur nominale : 65 € par ORA
- ▶ Prix d'émission des ORA, intérêt (taux et date de paiement) :
Les ORA ont été émises au prix de 65 €.
Intérêt : taux fixe de 5,75 %
Paiement des intérêts : semestriel les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année et pour la première fois le 1^{er} juillet 2008.
- ▶ Durée de l'emprunt et date d'échéance :
Durée de l'emprunt : 4 ans et 25 jours
Date d'échéance : 1^{er} janvier 2012 inclus
- ▶ Amortissement – Remboursement :
 1. **Amortissement normal**
Les ORA seront amorties en totalité le 1^{er} janvier 2012 par la remise d'une action nouvelle FONCIERE ATLAND de 55 € pour une ORA de 65 € de valeur nominale. Il n'y aura pas de remboursement en espèces.
 2. **Amortissement au gré de l'émetteur**
Il n'y aura pas d'amortissement anticipé au gré de l'émetteur.
 3. **Amortissement anticipé au gré des titulaires d'ORA**
Il n'y aura pas d'amortissement anticipé au gré des titulaires d'ORA.
- ▶ Nombre d'actions nouvelles à émettre : base de parité de remboursement : 1 action nouvelle pour 1 ORA.

Au 30 juin 2011, les ORA sont détenues de la manière suivante par leurs principaux porteurs (Nombre d'ORA et pourcentage de détention sur le total d'ORA en circulation) :

	ORA	%
Atland	66,756	38.53%
FINATLAS	33,898	19.56%
Crédit Foncier (SIPARI)	34,560	19.94%
Tikehau Capital Partners	17,040	9.83%
Public	21,025	12.13%
Total	173,279	100.00%

Actions gratuites

Conformément aux dispositions de l'article L.225-197-4 du Code de Commerce, en vertu de l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire

du 22 février 2006 à laquelle est venue se substituer la délégation consentie par l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire du 3 juin 2008, le Conseil d'Administration est autorisé à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois, aux salariés et dirigeants, des actions de la Société, dans la limite de 4 % du nombre total d'actions composant le capital.

L'Assemblée Générale du 3 juin 2008 a par ailleurs fixé à deux ans la durée minimale de la période d'acquisition à l'issue de laquelle l'attribution des actions ordinaires aux bénéficiaires deviendra définitive, et a fixé la durée minimale de la période d'obligation de conservation des actions par les bénéficiaires à deux ans à compter de la date d'attribution définitive des actions.

Attributions

Au cours de l'exercice 2011

Lors de la séance du Conseil d'Administration du 4 mars 2011, il a été procédé à l'attribution suivante :

- ▶ à concurrence de 340 actions à Mme Emmanuelle MICHAUD auxquelles s'ajoutent 750 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé et au global de 5 M€ pour les deux exercices 2011 et 2012,
- ▶ à concurrence de 280 actions à M. Jonathan AZOULAY auxquelles s'ajoutent 750 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé et au global de 5 M€ pour les deux exercices 2011 et 2012,
- ▶ à concurrence de 340 actions à Monsieur Vincent LAMOTTE auxquelles s'ajoutent 1.000 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé et au global de 5 M€ pour les deux exercices 2011 et 2012,
- ▶ à concurrence de 250 actions à Monsieur Christian VALLAUD auxquelles s'ajoutent 750 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé et au global de 5 M€ pour les deux exercices 2011 et 2012,
- ▶ à concurrence de 180 actions à Monsieur Cédric CHALRET du RIEU auxquelles s'ajoutent 400 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé et au global de 5 M€ pour les deux exercices 2011 et 2012.

A la date du 4 mars 2011, la valeur des actions s'élevait à 59,99 €.

Au cours de l'exercice 2010

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Conseil d'Administration a procédé aux attributions d'actions gratuites suivantes :

- **Lors de la séance du Conseil d'Administration du 9 mars 2010 :**
 - ▶ à concurrence de 400 actions à M. Édouard LACOSTE auxquelles s'ajoutent 1 000 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011,

- ▶ à concurrence de 250 actions à M. Jonathan AZOULAY auxquelles s'ajoutent 750 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011,
- ▶ à concurrence de 310 actions à Monsieur Vincent LAMOTTE auxquelles s'ajoutent 1000 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011,
- ▶ à concurrence de 250 actions à Monsieur Christian VALLAUD auxquelles s'ajoutent 750 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011,
- ▶ à concurrence de 150 actions à Monsieur Cédric CHALRET du RIEU auxquelles s'ajoutent 400 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à l'atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011.

A la clôture des cours du 9 mars 2010, la valeur du titre Foncière Atland s'élevait à 57,97 €/action.

Au cours de l'exercice 2009

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2009, le Conseil d'Administration a procédé aux attributions d'actions gratuites suivantes :

- **Lors de la séance du Conseil d'Administration du 18 mars 2009 :**

- ▶ à concurrence de 400 actions à M. Édouard LACOSTE auxquelles s'ajoutent 400 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à une augmentation de l'ANR de plus de 22 % entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2010,
- ▶ à concurrence de 200 actions à M. Jonathan AZOULAY auxquelles s'ajoutent 200 actions supplémentaires dont l'attribution définitive sera conditionnée à une augmentation de l'ANR de plus de 22 % entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2010,
- ▶ à concurrence de 400 actions à Monsieur Marc DEPARDIEU,
- ▶ à concurrence de 150 actions à Monsieur Christian VALLAUD,
- ▶ à concurrence de 100 actions à Monsieur Cédric CHALRET du RIEU.

A la clôture des cours du 18 mars 2009, la valeur du titre Foncière Atland s'élevait à 62,99 €/action.

- **Lors de la séance du Conseil d'Administration du 10 novembre 2009 :**

- ▶ à concurrence de 310 actions à Monsieur Vincent LAMOTTE.

A la clôture des cours du 10 novembre 2009, la valeur du titre Foncière Atland s'élevait à 64,99€/action.

Constatation de l'acquisition d'actions :

Au cours de l'exercice 2011

Comme il a été mentionné à l'article 6.2 ci-dessus, lors de sa séance du 17 mai 2011 le Conseil d'Administration a constaté l'acquisition définitive de 450 actions de 55 €, à savoir 200 actions de 55 € pour Monsieur Jonathan AZOULAY, de 150 actions pour Monsieur Christian VALLAUD et de 100 actions pour Monsieur Cédric CHALRET DU RIEU.

A la date du 17 mai 2011, la valeur des actions s'élevait à 61,99 €.

Au cours de l'exercice 2010

Lors de sa séance du 9 mars 2010 le Conseil d'Administration a constaté l'acquisition définitive de 300 actions de 55 € à Monsieur Édouard LACOSTE, de 70 actions à Monsieur Jonathan AZOULAY et de 85 actions à Monsieur Cédric CHALRET DU RIEU ces dernières leur ayant été attribuées lors de la réunion du Conseil du 12 décembre 2007 sur délégation consentie par l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire du 22 février 2006.

A la date du 9 mars 2010, la valeur des actions s'élevait à 57,97 €.

Synthèse des actions gratuites en cours

Dates d'attribution	Noms	Plans en cours		Nature
		Sans conditions	Conditionnées	
04/03/2011	MICHEAU E.	340	750	Attribution définitive après 2 ans soit au 04/03/2013 Résultat consolidé cumulé de 5 M€ en 2011 et 2012
09/03/2010	AZOULAY J.	250	750	Attribution définitive après 2 ans soit au 9/03/2012 Atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011 (apurement du report à nouveau négatif de 5 573 K€)
04/03/2011		280	750	Attribution définitive après 2 ans soit au 04/03/2013 Résultat consolidé cumulé de 5 M€ en 2011 et 2012
09/03/2010	CHALRET DU RIEU C.	150	400	Attribution définitive après 2 ans soit au 9/03/2012 Atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011 (apurement du report à nouveau négatif de 5 573 K€)
04/03/2011		180	400	Attribution définitive après 2 ans soit au 04/03/2013 Résultat consolidé cumulé de 5 M€ en 2011 et 2012
09/03/2010	VALLAUD C.	250	750	Attribution définitive après 2 ans soit au 9/03/2012 Atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011 (apurement du report à nouveau négatif de 5 573 K€)
04/03/2011		250	750	Attribution définitive après 2 ans soit au 04/03/2013 Résultat consolidé cumulé de 5 M€ en 2011 et 2012
09/03/2010	LAMOTTE V.	310	1000	Attribution définitive après 2 ans soit au 9/03/2012 Atteinte d'une capacité distributive au 31 décembre 2011 (apurement du report à nouveau négatif de 5 573 K€)
10/11/2009		310		Attribution définitive après 2 ans soit au 10/11/2011
04/03/2011		340	1000	Attribution définitive après 2 ans soit au 04/03/2013 Résultat consolidé cumulé de 5 M€ en 2011 et 2012
TOTAL		2 660	6 550	9 210

Durée de l'autorisation actuelle à consentir des actions gratuites

L'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2008 au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou d'entités liées a été adoptée pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 2 août 2011.

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011, dans sa huitième résolution, a renouvelé son

autorisation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou d'entités liées, dans la limite de 4% du capital social et pour une durée de 38 mois.

6.4 Autocontrôle, contrat de liquidité

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011 a renouvelé le programme de rachat d'actions adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2010 et a autorisé le Conseil d'Administration à acheter un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 5% du nombre des actions composant le capital de la société afin d'alimenter le contrat de liquidité signé le 9 janvier 2007 avec le CM-CIC.

Sous l'empire de la délégation actuelle et de la précédente, le Conseil d'Administration a utilisé ce droit. Ainsi, au 30 juin 2011, le nombre d'actions auto-détenues est de 3.145.

Dans les comptes consolidés au 30 juin 2011, ces actions ont été portées en déduction des capitaux propres et ont été exclues du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Le programme de rachat adopté par l'Assemblée Générale du 17 mai 2011 a été mis en œuvre par le Conseil d'Administration ce même 17 mai 2011, aux conditions évoquées ci-dessous, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011.

L'autorisation de l'assemblée du 17 mai 2011 annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie et mise en œuvre sous la résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2010.

Synthèse des principales caractéristiques du programme de rachat d'actions

Titres concernés

Actions ordinaires cotées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C)

Part maximale de capital

Le nombre d'actions que la Société aura la faculté d'acquérir au cours du programme de rachat d'actions est limité à 5 % des actions composant le capital de la Société à la date du 17 mai 2011, soit un nombre maximum de 14.675 actions.

Prix d'achat unitaire maximum autorisé

100 €

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce que sera ce nombre après l'opération.

Montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions

1.467.500 €

Objectifs du programme de rachat, par ordre de priorité

- l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF,
- l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'AMF,
- l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise,
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur,
- l'annulation éventuelle des actions acquises, en application de la dixième résolution de l'assemblée générale mixte du 19 mai 2010.

Durée du programme proposé

Le programme de rachat d'actions a été autorisé pour une durée de dix huit mois à compter du jour de l'assemblée générale ordinaire ayant délivré ladite autorisation, soit jusqu'au 16 novembre 2012.

Pouvoirs conférés au Conseil d'Administration avec faculté de délégation

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011 a conféré au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la Loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation en vigueur,
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'article 241-2 II du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, pendant la réalisation du programme de rachat d'actions, toute modification significative de l'une des informations énumérées dans le présent descriptif sera portée le plus tôt possible, à la connaissance du public selon les modalités fixées par l'article 212-13 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES

La société a procédé à une revue exhaustive de ses risques qui sont présentés ci-dessous et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans le présent document.

7.1 Le risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

- **Créances clients et autres débiteurs**

L'exposition du Groupe au risque de crédit est réduite en raison de la diversification des sources de revenus intervenue dès 2010 (trois sources de revenus en 2010 et 2011) et de la qualité de ses locataires dans le cadre de son activité « investissement ».

Au 30 juin 2011, l'antériorité de l'en-cours net client de 3 258 K€ concerne essentiellement les revenus locatifs (y compris les provisions pour charges à refacturer) et se décompose de la façon suivante :

- créances non échues : 3 258 K€ (quittancement du troisième trimestre 2011),
- créances échues de plus de 3 mois : 209 K€ dépréciées à 100 % au 30 juin 2011 comme au 31 décembre 2010 (contre une provision de 286 K€ fin 2009 reprise partiellement à la suite d'une ordonnance du Tribunal de Commerce de Créteil).

L'intégralité des créances échues et non réglées fait essentiellement suite aux difficultés financières rencontrées par un ancien locataire de l'immeuble de bureaux sis à Villejuif mis en liquidation judiciaire.

La société n'a connu aucun défaut de paiement au cours du premier semestre 2011.

- **Placements**

Le Groupe limite son exposition en investissant uniquement dans des titres liquides et sécurisés comme des SICAV obligataires à taux sans risques.

- **Taux d'intérêt**

Les emprunts contractés sont couverts contre le risque de taux car ils sont soit :

- à taux fixe ;
- avec des options de conversion à taux fixe ;
- swapés ;
- couverts par des stratégies avec des caps et des floors.

Au 30 juin 2011, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un actif de 1 K€ et d'un passif de 2.081 K€.

A fin juin 2011, 52,7% des prêts à long terme ont été souscrits à taux fixe. Les 47,3% de prêts à long terme souscrits à taux variable sont couverts à hauteur de 71,8% du principal des dettes.

	30/06/2011			31/12/2010		
	Taux fixe	Taux variable	TOTAL	Taux fixe	Taux variable	TOTAL
Emprunts et dettes financières	52,7%	47,3%	100%	52,4%	47,6%	100%
% des dettes couvertes	-	71,8%	86,6%	-	71,0%	86,2%

7.2 Le risque de prix

Le risque de prix est limité dans la mesure où :

- la plupart des baux sont signés sur de longues durées (6 à 12 ans) ;
- le Groupe est faiblement exposé aux variations à la baisse des indexations du coût de la construction.

7.3 Le risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est assurée à moyen terme et long terme dans le cadre de plans pluriannuels et, à court terme, par le recours à des lignes de crédit confirmées et non tirées.

Analyse des emprunts par maturité

Compte tenu de ses relations privilégiées avec ses partenaires financiers, de la récurrence du cash-flow généré par ses investissements qui offrent des rendements sécurisés et de son actionnariat, le groupe estime que le risque de liquidité est limité. L'échéancier de la dette (hors ORA) est le suivant :

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	+ 5 ans	TOTAL
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 854	3 971	22 769	43 517	74 111
Emprunts - Crédit-bail	205	238	945	4 305	5 693
TOTAL	4 059	4 209	23 714	47 822	79 804

Le groupe a obtenu l'accord de ses 3 principaux partenaires financiers afin de rééchelonner une partie de sa dette sur ses premiers portefeuilles. A la suite de cet accord, la ventilation du passif financier entre la part « courante » et « non courante » est la suivante :

(En K euros)	Avant accord	Après accord
Dette bancaire échéance > 1 an	75 745	76 735
Dette bancaire échéance < 1 an	4 059	3 069
TOTAL	79 804	79 804

Cet accord permet au Groupe un différé d'amortissement de 2,7 Meuros sur 3 années.

Le Groupe est conscient que le niveau du levier financier actuel du Groupe pourrait affecter négativement sa capacité à obtenir des financements supplémentaires pour ses investissements, ses acquisitions, son développement ou tout autre objectif en relation avec son activité. En effet, au regard du contexte économique actuel, l'obtention de lignes de financement nécessite un endettement limité et un niveau de fonds propres plus important que par le passé.

Pour faire face à ce risque, le Groupe a déjà mis en œuvre une stratégie de recherche d'investisseurs et de levée de fonds.

7.4 Risque sur les entités ad-hoc

Le risque est non significatif et se limite aux fonds propres engagés.

7.5 Le risque de taux d'intérêt

Une augmentation des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence sur la stratégie de croissance du Groupe. En effet, tout ou partie des nouveaux financements nécessaires, supposerait de recourir à l'endettement même si le Groupe n'exclut pas la possibilité de recourir également au marché.

Toutefois, sur le financement déjà en place, le Groupe est peu sensible aux variations des taux d'intérêts en raison d'une forte couverture de sa dette. Ainsi, pour une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt (Euribor 3 mois), l'impact serait peu significatif avec une baisse du résultat du Groupe comprise entre 120 K€ et 150 K€ sur un an, après prise en compte des effets de couverture. Symétriquement, une diminution instantanée de 100 points de base des taux d'intérêts à court terme aurait le même effet en sens contraire.

7.6 Le risque de change

Le groupe n'est pas exposé au risque de change.

7.7 Le risque lié à l'évolution du cours des actions

Le risque est faible compte tenu de la stabilité de l'actionnariat et de la faible liquidité du titre.

7.8 Le risque lié au niveau d'endettement du Groupe

Au 30 juin 2011, le Groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. A fin juin 2011, le niveau d'endettement net correspond à 74,7 % de la valeur de marché des actifs immobiliers et des actifs en cours de construction contre 77,1% à fin 2010 (72,7% hors impact de la couverture de taux contre 74,7% à fin 2010).

(En Keuros)	30/06/2011	31/12/2010
Juste valeur des immeubles	103 042	107 376
Juste valeur des actifs en cours de construction	5 546	5 288
TOTAL juste valeur des actifs	108 588	112 664
Endettement net avec juste valeur des couvertures de taux	81 077	86 911
% Part de l'endettement (yc couverture) sur les actifs	74,7%	77,1%
Endettement net hors juste valeur des couvertures de taux	78 997	84 205
% Part de l'endettement (hors couverture) sur les actifs	72,7%	74,7%

Certains biens font l'objet d'hypothèques telles que décrites dans l'annexe consolidée au paragraphe relatif aux engagements hors bilan (§ 8.1.).

7.9 Le risque lié au service bancaire

Au 30 juin 2011, l'encours total des dettes bancaires hors intérêts courus non échus est de 80.121 K€ (ORA inclus). Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'une LTV - « Loan to value » - comprise entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2011, le Groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée.

7.10 Dépendance de Foncière Atland au regard des moyens techniques et humains

Afin de conserver une structure allégée et de ne pas alourdir ses coûts de fonctionnement, le périmètre Foncière Atland/Foncière Atland REIM ne compte actuellement aucune fonction support internalisée. Un contrat de prestations de services de management et une convention d'assistance administrative ont ainsi été signés entre Foncière Atland et Atland SAS pour la mise à disposition par Atland SAS de ses compétences comptables, financières, juridiques et de management. A ce titre, la société Foncière Atland, qui n'a internalisé que ses fonctions « Investissement » et « Asset et property management », est conseillée par sa société mère dans les domaines du management et assistée par cette dernière pour les compétences administratives, financières, juridiques et comptables. »

7.11 Gestion des risques

Parmi les risques énumérés ci-dessus, le management a identifié les principaux risques auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de sa stratégie de développement :

- risques liés aux investissements,
- risques liés au niveau des taux d'intérêts,
- risques liés aux évolutions juridiques,
- risques liés aux actifs immobiliers et à leurs revenus.

Sur la base de cette analyse, la politique de gestion des risques s'était traduite par la mise en place à partir de 2007 :

- d'un comité d'engagement pour vérifier et valider que chaque acquisition corresponde aux objectifs et aux caractéristiques financières définis par le groupe tant en termes de risque, de rentabilité que d'endettement,
- d'une veille juridique en vue de prendre en compte les changements liés à l'adoption de textes législatifs ou réglementaires susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation du groupe et sur son développement et ce en s'appuyant sur un réseau de conseils externes,
- d'une stratégie financière pour préserver la rentabilité de ses investissements par la maîtrise du coût de ses financements. Cette maîtrise des coûts de financement sera réalisée par une limitation de l'exposition au risque d'évolution des taux d'intérêts tant par des opérations de couverture de taux que par des financements à taux fixe, et ce pour une part significative de l'endettement du groupe,
- d'une politique en matière d'assurance visant à garantir son capital et ses revenus quelle que soit l'activité concernée.

Ces axes stratégiques ont été maintenus en 2011.

Par ailleurs, aux fins d'assurer une confiance accrue des partenaires et investisseurs de Foncière Atland dans la pertinence et la transparence de l'information financière ainsi que pour améliorer la gouvernance de la société, il a été mis en place en 2008 :

- un comité d'audit et des comptes pour vérifier et valider la pertinence de l'information financière donnée,
- un comité des rémunérations pour assurer, au regard des pratiques de place, les préconisations adéquates au Conseil d'Administration en matière de rémunérations des dirigeants et administrateurs de la Société.

A l'exception d'une procédure en cours au motif d'une rupture abusive d'un protocole de vente et pour laquelle Foncière Atland et ses conseils juridiques considèrent comme aléatoire le dénouement en l'absence d'éléments précis et objectifs, il n'existe pas d'autre risque de quelque

nature que ce soit, litige, procédure gouvernementale ou fait exceptionnel, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours du premier semestre 2011 une incidence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe formé par la société, qui ne seraient pas pris en compte et dûment provisionnés.

7.12 Assurances souscrites par la société et son groupe

Foncière Atland (et ses filiales) ont souscrit aux assurances suivantes :

- **Assurance Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux**
Compagnie : Chubb
Garanties : 3.000.000 € par année d'assurance
Franchise : Néant, sauf en cas de réclamation boursière (25.000 € par sinistre)
Coût : 4.200 € HT

- **Assurance Responsabilité Civile Promoteur :**
Compagnie : Albingia
Garanties : RC exploitation :
 - o 6.100.000 € par année d'assurance en dommages corporels
 - o 1.000.000 € par année d'assurance en dommages matériels et immatérielsFranchise : Néant
Coût : 0,12% du chiffre d'affaires HT

- **Assurances Propriétaires Non Occupants**
Compagnies : AXA et AFU
Garanties : Valeur à neuf, avec des limites pour certains types de risques
Franchise : entre 500 et 7.000 €
Coût : de 0,8 à 2,2 € TTC / m² selon le type de bâtiments :
 - o de 0,8 à 1,5 € TTC / m² pour les dépôts de bus
 - o de 1 à 2 € TTC/m² pour les bureaux et commerces
 - o 2,2 € TTC /m² pour les entrepôts

- **Assurance Multirisque Professionnelle (locaux) :**
Compagnie : AXA
Garanties : illimité sur les locaux, 15.000 à 30.000 € sur le contenu selon le type de risque
Franchise : Néant
Coût : 534,36 € TTC

8. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants. Il n'existe, en effet, pas de sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint qui pourraient être concernées par la norme IAS 24.

- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 12 K€,
- Charge liée à la redevance de « marque » pour 10 K€,
- Contrats de prestations de services administratifs et de management conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 361 K€,
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 232 K€,
- Dettes fournisseurs pour 702 K€,
- Dettes diverses intra groupe pour 178 K€,
- Compte courant intra groupe pour 1 K€,
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 87 K€
- Créances clients pour 106 K€, dont 50 K€ intra groupe,
- Créances diverses pour 19 K€,
- Actifs financiers pour 1 104 K€.

Par ailleurs, aucune rémunération et aucun avantage n'a été versé aux dirigeants sur la période.

9. EVENEMENTS POST-CLOTURE

- **Acquisition d'un site Veolia Transport :**

Conformément à la promesse signée (Cf. paragraphe 8.1.3 de l'annexe aux comptes intermédiaires résumés 2011), la SAS FA VEOLAND V a acquis le 8 juillet 2011 un ensemble immobilier situé à Angoulême pour un prix d'acquisition hors droits de 2 030 K€.

- **Signature d'une promesse sur un terrain :**

Dans le cadre de son activité de construction, FONCIERE ATLAND a signé une promesse de vente, le 4 août 2011, pour l'acquisition un terrain de 13 285 m² situé à Corneilles-en-Parisis pour un montant hors droits et hors taxes de 995 K€ et une date d'échéance au 31 mars 2012. A ce titre, un dépôt de garantie a été versé d'un montant de 95 K€.

- **Accord sur la dette :**

Le groupe a obtenu l'accord de ses 3 principaux partenaires financiers afin de rééchelonner une partie de sa dette sur ses premiers portefeuilles. Cet accord permet au Groupe un différé d'amortissement de 2,7 Meuros sur 3 années.

10. PERSPECTIVES ET MARCHE

10.1 Point marché

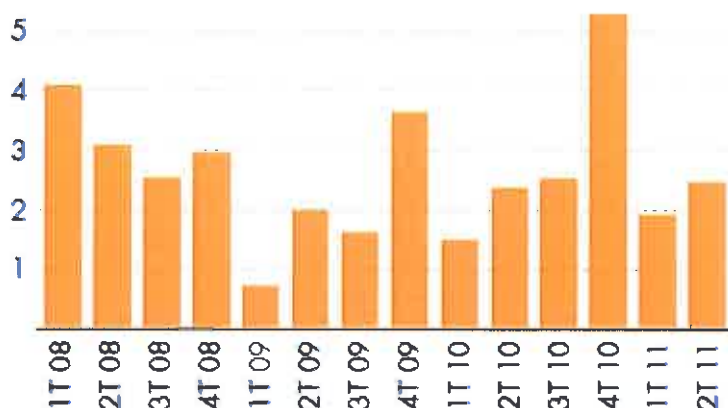
LE MARCHE DE L'INVESTISSEMENT EN FRANCE

Près de 4,4 milliards d'euros ont été engagés en immobilier d'entreprise banalisé au 1er juillet 2011 en France, dont 2,5 milliards d'euros au 2ème trimestre. Après une fin 2010 excellente, le redémarrage a été difficile.

L'aggravation de la crise de la dette souveraine a ravivé les interrogations quant à la solidité de la reprise économique, freinant les velléités d'ouverture des investisseurs qui restent extrêmement prudents. Certains acteurs testent le marché et cherchent à affiner leur stratégie.

Les acteurs disposant de fonds propres restent prépondérants, à l'instar des assurances et des véhicules collectant auprès de particuliers tels les SCPI ou les OPCI, représentant 20% des volumes investis. Le marché est essentiellement animé par des investisseurs français, notamment par les investisseurs privés, toujours actifs au premier semestre 2010.

Évolution trimestrielle des engagements en immobilier d'entreprise banalisé en France (en milliards d'euros)



Sources : CB Richard Ellis et Immostat

UN MARCHÉ QUI S'ÉLARGIT PROGRESSIVEMENT

Les bureaux ont focalisé l'intérêt des investisseurs (81 % des engagements France) mais la prime à la qualité technique joue toujours fortement sur ce marché, 53 % des volumes bureaux ayant porté sur des immeubles neufs ou récemment livrés. La demande pour les produits à rénover/restructurer/redévelopper s'est fortement accrue puisqu'elle a représenté 15% des volumes bureaux échangés ce semestre contre 3 % l'an passé.

Le marché des commerces, toujours aussi recherchés en raison de leur résilience, n'a représenté que 14 %. Les centres commerciaux demeurent le produit de prédilection des investisseurs mais les boutiques de centre-ville, dont les montants unitaires sont plus accessibles, font une percée (respectivement 41 % et 35 % des échanges en commerces). Le segment des « retail parks », encore considéré comme risqué, reste difficile.

Enfin le marché de l'investissement en locaux d'activités et logistique souffre particulièrement de l'aversion au risque des acteurs, enregistrant un très faible volume d'engagements semestriel (seulement 5 % du total).

L'offre sur de nombreux segments s'est élargie. Cependant, l'accord entre les parties demeure difficile à trouver dans un contexte de remontée des taux et face à des banques encore très frileuses, notamment sur les gros montants et pour les actifs considérés comme secondaires. De fait, la tendance est clairement à la stabilisation des taux de rendement « prime », ces derniers se devant par ailleurs d'être associés à des actifs irréprochables. Toutefois, l'importance des capitaux cherchant à se placer dans l'immobilier et le volume des mandats en cours de commercialisation conduisent les experts immobiliers à anticiper un second semestre plus actif qui devrait permettre d'atteindre les 11 milliards d'euros d'engagements à la fin de l'année.

POINT SUR LES BUREAUX : STABILITE DES DEMANDES

La demande placée enregistrée au 1^{er} semestre 2011 – 1.1 millions de m² est en légère progression par rapport au 1^{er} semestre 2010 (+3%). Cependant l'activité a ralenti au cours du 2^{ème} trimestre, tendance sur la quasi-totalité des marchés franciliens.

Malgré une offre de qualité qui se restreint progressivement, les prises de décisions sont longues. Les utilisateurs ont encore du mal à se positionner en amont des opérations tant la prudence est de mise et en raison de la prédominance du critère coût.

Les experts immobiliers anticipent une reprise lente et chaotique. Le 2^{ème} trimestre 2011 s'est caractérisé par un retour des incertitudes avec des acteurs aux comportements changeants, toujours dans la retenue. Cette instabilité va continuer de peser sur l'activité et sur la demande exprimée, très dépendante du climat des affaires et de la saisonnalité.

Le stock immédiat ne devrait baisser que dans des proportions mesurées, les lancements « en blanc » étant freinés par les contraintes de financement et la prudence des acteurs.

(Source : CBRE)

10.2 Perspectives

Dans ce contexte, Foncière Atland a renforcé le développement de ses deux métiers stratégiques : l'externalisation d'actifs immobiliers dans le cadre de partenariats long terme et la réalisation de programmes de développement en clés-en-mains locatifs.

Ces opérations ont été réalisées avec une prise de risque minimum :

- emplacements stratégiques ;
- baux long-termes ;
- locataires de qualité ;
- pré-commercialisation à 100 % avant démarrage de la construction de clés-en-mains locatifs.

II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en K euros)</i>	Note	30.06.2011 (6 mois)	30.06.2010 (6 mois)
Chiffre d'affaires	7.1	4 640	4 812
Achats et autres charges externes		- 494	- 496
Charges de personnel		- 571	- 541
Impôts et taxes		- 93	- 60
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations		- 1 174	- 1 174
Autres produits d'exploitation		1	20
Autres charges d'exploitation		- 39	- 58
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT CESSIION DES ACTIFS DE PLACEMENT		2 270	2 503
Résultat net de cession	7.3	126	0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		2 396	
Produits financiers		204	10
Charges financières		- 2 369	- 2 695
RESULTAT FINANCIER	7.2	- 2 165	- 2 686
Produits d'impôt	7.4	110	120
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGRES		340	- 62
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		- 7	-
RESULTAT NET CONSOLIDE		333	- 62
Dont part revenant au groupe		333	- 62
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat de base par action	6.9	0,72 €	- 0,13 €
Résultat dilué par action	6.9	0,72 €	- 0,13 €

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en K euros)</i>	Notes	30.06.2011	30.06.2010
Résultat net consolidé		333	- 62
Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture		439	- 923
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>		439	- 923
Résultat global consolidé		772	- 985
Dont			
Part du Groupe		772	- 985
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

BILAN ACTIF (en K euros)	Note	30.06.2011	31.12.2010
Immobilisations incorporelles		2	7
Immobilisations corporelles		85	92
Immeubles de placement	6.1	96 447	102 600
Actifs financiers	6.2	1 130	1 320
Participations dans les entreprises associées	6.3	127	135
Actifs d'impôts différés	6.4	296	186
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		98 087	104 340
Stocks et encours	6.5	5 546	5 288
Créances clients et autres débiteurs	6.6	3 827	5 149
Autres actifs financiers courants	6.7	0	3 100
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.8	2 000	3 116
TOTAL ACTIFS COURANTS		11 372	16 653
TOTAL ACTIF		109 460	120 993

BILAN PASSIF (en K euros)	Note	30.06.2011	31.12.2010
Capital apporté		16 167	16 143
Réserves et résultats accumulés		4 143	2 524
Résultat de la période		333	1 166
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	6.9	20 643	19 833
Participation ne donnant pas le contrôle			
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES		20 643	19 833
Passifs financiers	6.10	77 327	88 653
Avantages du personnel		2	2
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		77 329	88 655
Passifs financiers	6.10	5 752	5 083
Provisions courantes		30	0
Dettes fournisseurs et autres dettes	6.11	1 664	1 669
Autres créditeurs	6.11	4 043	5 753
TOTAL PASSIFS COURANTS		11 489	12 505
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		109 460	120 993

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves	Résultat	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2009	16 118	4 751	-1 790	19 079	0	19 079
Résultat 31/12/2009		- 1 790	1 790	0		0
Résultat 30/06/2010			- 62	- 62		- 62
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		- 923		- 923		- 923
Total des produits et charges de la période		- 2 713	1 728	- 985	0	- 985
Augmentation de capital	25	- 25		0		0
Achat d'actions propres		- 27		- 27		- 27
Paiement fondé sur des actions		27		27		27
Au 30 juin 2010	16 143	2 012	- 62	18 093	0	18 093
Au 31 décembre 2010	16 143	2 525	1 166	19 833	0	19 833
Résultat 31/12/2010		1 166	- 1 166	0		0
Résultat 30/06/2011			333	333		333
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		439		439		439
Total des produits et charges de la période		1 605	- 833	772	0	772
Augmentation de capital	25	- 25		0		0
Achat d'actions propres		7		7		7
Paiement fondé sur des actions		28		28		28
Autres mouvements		3		3		3
Au 30 juin 2011	16 167	4 143	333	20 643	0	20 643

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en K euros)	Note	30/06/2011 (6 mois)	30/06/2010 (6 mois)
RESULTAT		333	-62
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation			
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence, nette des dividendes reçus		7	0
Dotations aux amortissements et dépréciations		1 144	924
Paie ment fondé sur des actions		28	27
Variation de la juste valeur des instruments financiers		-191	336
Autres produits et charges calculés		78	58
Plus et moins values de cession d'actifs immobiliers de placement	7.3	-126	0
<i>Marge brute d'autofinancement après coût du financement et impôt</i>		1 274	1 282
Coût de l'endettement financier net		2 424	2 350
Impôts		-110	-120
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôt</i>		3 588	3 513
<i>Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de foncière</i>		3 639	3 766
<i>Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de promotion</i>		-51	-253
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6.12	-611	-1 731
Intérêts versés nets		-2 440	-2 497
Impôts payés		-23	0
Flux net de trésorerie généré par l'activité		-514	-715
Flux net de trésorerie généré par l'activité de foncière		2 048	2 585
Flux net de trésorerie généré par l'activité de construction		-1 534	-3 300
Décasse ments sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		0	-24
Décasse ments sur acquisition d'immeubles de placement		-1 496	-89
Encaissements nets sur cession d'immeubles de placement	7.3	6 638	0
Décasse ments sur acquisition d'immobilisations financières		-426	-156
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		7	0
Rembourse ments d'actifs financiers		3 100	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		7 823	-270
Dépôts reçus		39	137
Dépôts remboursés		-62	-139
Encaissements provenant d'emprunts bancaires		1 391	205
Rembourse ment emprunts		-10 482	-2 668
Composante ORA		-304	-292
Rembourse ment crédits promoteurs		0	2 163
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-9 418	-593
VARIATION DE TRESORERIE		-1 081	-1 578
TRESORERIE A L'OUVERTURE – Cf. § 6.9		3 079	6 409
TRESORERIE A LA CLOTURE – Cf. § 6.9		1 998	4 830

NOTE I – PRESENTATION GENERALE

Le groupe Foncière Atland a pour activités l'investissement, la gestion, la construction et l'externalisation d'actifs immobiliers d'entreprises en Ile de France ainsi qu'en Province.

L'entité tête de groupe, Foncière Atland, est une société Anonyme dont le siège social est situé en France : 10, avenue George V à Paris. Elle est cotée sur le marché réglementé Eurolist liste C.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'Euros. La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2011.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 31 août 2011.

Les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010 sont disponibles sur demande au siège social de la société.

FAITS MARQUANTS

Les événements marquants du semestre sont :

▪ Opération de co-investissement

Dans le cadre de ses partenariats d'externalisation d'actifs immobiliers, Foncière Atland a été active au cours de ce premier semestre en structurant trois acquisitions à l'occasion de club-deals :

- Elle a organisé l'achat auprès de son partenaire Veolia Transport, premier opérateur privé européen de transport public, de deux sites à usage d'activités et de dépôts de bus à Laval (Mayenne) et Les Pont-de-Cé (Maine-et-Loire) pour un montant de 4,1 M€, hors droits, en contrepartie de la signature de baux de 12 ans fermes.
- Elle a signé un accord d'externalisation avec DCM Usimeca, filiale de DCM Group spécialiste mondial et leader français des machines pour l'industrie de l'emballage, assorti d'un bail de 9 ans fermes pour un ensemble immobilier de 10.000 m² d'activités et de bureaux à Nanterre (Hauts-de-Seine).

▪ Arbitrage

Dans le cadre de sa stratégie d'arbitrage, Foncière Atland a cédé le 29 juin 2011 à la SCPI Primopierre (gérée par BNP Paribas Real Estate Investment Management) un immeuble de bureau de 3 947 m² situé dans la périphérie de Toulouse et loué entièrement à France Telecom dans le cadre d'un bail de 6 ans fermes. Le prix net vendeur est de 5 876 K€ (net des frais de cession et indemnité de remboursement anticipé – Cf. § 7.3).

Elle a également poursuivi la découpe de son actif de bureaux situé à Villejuif (Val-de-Marne) avec la cession d'une surface de 445 m² le 8 avril 2011 pour un prix net vendeur de 844 K€ (net des frais de cession – Cf. § 7.3).

▪ Asset Management

Foncière Atland a poursuivi ses efforts afin de sécuriser ses baux et son cash-flow futur, notamment sur son ensemble de bâtiments commerciaux de Cébazat, au nord de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), avec la signature de trois nouveaux baux sur une surface totale de 3 700 m².

Elle a réalisé 1,5 Meuros de travaux sur 3 actifs loués à Keolis (situés à IBOS, BOUXIERES-AUX-DAMES et HYERES pour respectivement 586 K€, 363 K€ et 547 K€), permettant le renouvellement des baux pour une durée de 9 ans fermes avec une actualisation du loyer.

A fin juin, la durée résiduelle ferme des baux de son patrimoine s'établit à 5,1 ans. Son portefeuille bénéficie d'un taux d'occupation élevé à 97,4%.

NOTE II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe Foncière Atland au 30 juin 2011 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 « Information financière intermédiaire » tel qu'adoptée dans l'Union européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette date. Ainsi, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers consolidés semestriels dits résumés ou condensés.

Les états financiers consolidés intermédiaires tiennent compte des normes, interprétations et amendements publiés, d'application obligatoire dans l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2011 :

- Amendements à IAS 32 – Classement des droits de souscription émis,
- Amendements à IFRS 1 – Exemption limitée à la présentation d'informations relatives à IFRS 7,
- IFRIC 19 – Extinction de passifs financiers au moyen de d'instruments de capitaux propres,
- IAS 24 révisée – Parties liées,
- Amendements à IFRIC 14 – Paiements anticipés des exigences de financement minimal,
- IAS 24 révisée – Informations relatives aux parties liées,
- IFRS 8 – Amendement consécutif à la norme IAS 24 révisée.

Ces normes n'ont pas d'impact dans les comptes consolidés semestriels du groupe.

2.2. UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période.

Les estimations significatives réalisées par le groupe Foncière Atland pour l'établissement des comptes consolidés semestriels portent principalement sur :

- la juste valeur des immeubles ainsi que sur les règles et méthodes comptables relatives aux immeubles de placement notamment les durées d'utilité et les dépréciations,
- l'évaluation de la valeur de marché des stocks,
- la juste valeur des instruments financiers,
- l'évaluation des provisions.

Ces informations et hypothèses sont établies de manière constante sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes et en fonction de l'expérience passée ou divers autres facteurs jugés raisonnables. Les résultats réels peuvent différer sensiblement de ces estimations en fonction de l'évolution différente des hypothèses et des conditions de réalisation.

2.3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2011 sont identiques à ceux mis en œuvre dans les états financiers annuels au 31 décembre 2010.

NOTE III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés présentes dans le périmètre au 30 juin 2011

	Siège	Pays	N° Siren	% Intérêt	Méthode
1. Société consolidante					
SA FONCIERE ATLAND	PARIS	France	598 500 775	-	IG
2. Filiales consolidées					
SARL FONCIERE ATLAND REIM	PARIS	France	437 664 386	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND KEOLAND	PARIS	France	494 815 269	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VILLEJUIF STALINGRAD	PARIS	France	492 942 321	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND RETAIL	PARIS	France	493 252 597	100,00	IG
SCI LE GRAND CHEMIN	TOULOUSE	France	408 401 909	100,00	IG
SCI LUAN GRAMONT	TOULOUSE	France	400 474 953	100,00	IG
SCI MP LOG	TOULOUSE	France	490 462 439	100,00	IG
SCI NEGOCAR	LABEGE	France	440 166 411	100,00	IG
SCI 10 RUE DE LA DECOUVERTE	TOULOUSE	France	482 003 316	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND	PARIS	France	509 491 833	100,00	IG
SNC FONCIERE ATLAND VALORISATION	PARIS	France	501 953 699	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND CORMEILLES EN PARISIS	PARIS	France	512 057 035	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND VULAINES	PARIS	France	518 909 189	5,00	MEE
SCI VEOLAND CARRIERES	PARIS	France	519 070 635	5,00	MEE
SCI VEOLAND VERNEUIL	PARIS	France	522 504 323	5,00	MEE
SCI VEOLAND LIMEIL	PARIS	France	523 256 527	5,00	MEE
SCI CORMEILLES URBAN VALLEY	PARIS	France	524 334 299	5,00	MEE
SCI SYNERLAND (EX FONCIERE ATLAND NANTERRE)	PARIS	France	528 594 328	20,00	MEE
SCI VEOLAND NIMES	PARIS	France	528 695 695	5,00	MEE
SCI VEOLAND BRIVE	PARIS	France	528 884 034	5,00	MEE
SCI VEOLAND METZ	PARIS	France	528 847 064	5,00	MEE
SCI VEOLAND MONTESSON	PARIS	France	528 813 843	5,00	MEE
SCI VEOLAND ANGOULEME	PARIS	France	529 287 419	100,00	IG
SCI VEOLAND AUBAGNE	PARIS	France	529 616 013	100,00	IG
OPTILAND ANTWERP NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 119	5,00	MEE
OPTILAND HASSELT NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 416	5,00	MEE
OPTILAND HERENTALS NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 713	5,00	MEE
OPTILAND HOLD NV	BRUXELLES	Belgique	831 381 654	5,00	MEE

IG : Intégration Globale
MEE : Mise en Equivalence

NOTE IV – COMPARABILITE DES COMPTES

4.1. VARIATION DE PERIMETRE

Le périmètre de consolidation est identique à celui du 31 décembre 2010.

4.2. CHANGEMENTS COMPTABLES

Voir note 2.1.

NOTE V – INFORMATIONS SECTORIELLES ET DONNEES CHIFFREES

L'information sectorielle est présentée selon les activités et les zones géographiques du groupe et déterminée en fonction de son organisation et de la structure de son reporting interne.

- **Par activité**

Le groupe retient la présentation par secteur d'activité en ligne avec le pilotage des trois activités du groupe : investissement, construction et gestion pour le compte de tiers.

1. Le pôle « investissement » est composé principalement des entités suivantes : Foncière Atland, Foncière Atland Villejuif, Foncière Atland Keoland, MP Log, Negocar, Luan Gramont, Le Grand Chemin, Foncière Atland Veoland et Rue de la Découverte.
2. Le pôle « construction » composé principalement de Foncière Atland Valorisation et Foncière Atland Cormeilles en Paris.
3. Le pôle « asset management » est composé de Foncière Atland Reim qui gère les actifs du groupe.

- **Par zone géographique**

Les segments géographiques ont été déterminés selon la définition de la région donnée par le groupe. Sont considérées comme des régions selon des critères spécifiques opérationnels et stratégiques :

- Paris,
- Ile De France (hors Paris),
- Province.

Décomposition par pôle des actifs et passifs

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL	IDF	PARIS	PROV.	TOTAL
Actifs sectoriels	17 074	179	84 995	102 248	0	72	0	72
Impôts différés actifs	0	0	0	0	0	9	0	9
Créances d'impôts	0	0	0	0	0	4	0	4
TOTAL ACTIF	17 074	179	84 995	102 248	0	85	0	85
Passifs sectoriels	12 582	998	73 986	87 566	0	136	0	136
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	12 582	998	73 986	87 566	0	136	0	136

Besoin en Fonds de Roulement	- 19	- 646	- 423	- 1 089	0	- 74	0	- 74
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	186	0	4 572	4 758	0	0	0	0

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	CONSTRUCTION				Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2011
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL		
Actifs sectoriels	2 563	136	3 258	5 957	879	109 155
Impôts différés actifs	0	289	-2	287	0	296
Créances d'impôts	0	4	0	4	0	8
TOTAL ACTIF	2 563	430	3 256	6 248	879	109 460
Passifs sectoriels	298	672	144	1 115	0	88 817
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	20 643	20 643
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	298	672	144	1 115	20 643	109 460

Besoin en Fonds de Roulement	2 262	- 432	3 113	4 943	0	3 780
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	0	0	0	0	0	4 758

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

01/01/2010 – 30/06/2010 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL	IDF	PARIS	PROV.	TOTAL
Actifs sectoriels	16 154	3 044	89 681	108 879	0	21	3	24
Impôts différés actifs	0	0	0	0	0	43	0	43
Créances d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	16 154	3 044	89 681	108 879	0	64	3	67
Passifs sectoriels	15 294	900	84 676	100 870	0	172	0	172
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	15 294	900	84 676	100 870	0	172	0	172

Besoin en Fonds de Roulement	- 21	281	588	848	0	64	-4	60
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	186	0	4 717	4 903	0	0	0	0

01/01/2010 – 30/06/2010 (en K euros)	CONSTRUCTION				Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2010
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL		
Actifs sectoriels	7 842	95	2 766	10 703	4 452	124 058
Impôts différés actifs	0	412	108	520	0	563
Créances d'impôts	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	7 842	507	2 874	11 223	4 452	124 621
Passifs sectoriels	4 767	552	168	5 487	0	106 529
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	18 093	18 093
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	4 767	552	168	5 487	18 093	124 621

Besoin en Fonds de Roulement	- 6 928	172	- 2 597	- 9 353	0	- 8 444
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	0	0	0	0	0	4 903

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

Résultats par pôles

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	176	533	3 792	4 501	139	0	0	139
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles								
Chiffre d'affaires	176	533	3 792	4 501	139	0	0	139
Amortissements incorporels et corporels	- 4	- 174	- 964	- 1 141	- 1	0	0	- 1
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 471	- 133	- 419	- 1 023	- 130	0	0	- 130
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 17	0	309	291	0	0	0	0
Résultat opérationnel	- 316	226	2 718	2 629	8	0	0	8
Résultat des cessions	0	1	125	126	0	0	0	0
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 12	- 543	- 1 515	- 2 070	- 1	0	0	- 1
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 5	- 10	- 72	- 87	0	0	0	0
Résultat financier	- 17	- 553	- 1 587	- 2 158	- 1	0	0	- 1
Résultat des activités courantes	- 333	- 326	1 255	597	7	0	0	7
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	- 2	0	0	- 2
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0	- 9	2	- 7	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 333	- 335	1 258	590	4	0	0	4
Dont Résultat net – part du groupe	- 333	- 335	1 258	590	4	0	0	4
Dont Résultat net – part des participations de donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	CONSTRUCTION				TOTAL au 30/06/2011
	PARIS	IDF	PROVINCE	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	0	0	0	0	4 640
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	0	0	0	0	4 640
Amortissements incorporels et corporels	- 2	0	- 30	- 32	- 1 174
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 303	- 10	- 11	- 324	- 1 477
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 11	0	0	- 11	281
Résultat opérationnel	- 316	- 10	- 41	- 367	2 269
Résultat des cessions	0	0	0	0	126
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 8	0	4	- 4	- 2 075
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 3	0	0	- 3	- 90
Résultat financier	- 11	0	4	- 7	- 2 165
Résultat des activités courantes	- 327	- 10	- 36	- 374	230
Impôt sur les bénéfices	114	0	- 2	112	110
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	- 7
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 213	- 10	- 38	- 261	333
Dont Résultat net – part du groupe	- 213	- 10	- 38	- 261	333
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0

01/01/2010 – 30/06/2010 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	57	662	3 768	4 488	224	0	0	224
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	57	662	3 768	4 488	224	0	0	224
Amortissements incorporels et corporels	- 4	- 74	- 835	- 913	- 1	0	0	- 1
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 505	- 94	- 415	- 1 014	- 81	0	0	- 81
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 15	0	300	285	- 3	0	0	- 3
Résultat opérationnel	- 467	494	2 818	2 846	139	0	0	139
Résultat des cessions	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 13	- 264	- 1 780	- 2 058	- 3	- 48	0	- 51
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	0	- 17	- 556	- 573	0	0	0	0
Résultat financier	- 13	- 281	- 2 336	- 2 630	- 3	- 48	0	- 51
Résultat des activités courantes	- 480	213	482	215	136	- 48	0	88
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	- 95	0	0	0
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 480	213	482	215	41	- 48	0	- 7
Dont Résultat net – part du groupe	- 480	213	482	215	41	- 48	0	- 7
Dont Résultat net – part des participations de donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0

01/01/2010 – 30/06/2010 (en K euros)	CONSTRUCTION				TOTAL au 30/06/2010
	PARIS	IDF	PROVINCE	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	0	98	0	98	4 812
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	0	98	0	98	4 812
Amortissements incorporels et corporels	- 10	0	- 250	- 260	- 1 174
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 241	- 60	- 10	- 311	- 1 406
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 10	0	0	- 10	272
Résultat opérationnel	- 261	38	- 260	- 483	2 504
Résultat des cessions	0	0	0	0	0
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 9	4	0	- 5	- 2 114
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	0	0	0	0	- 572
Résultat financier	- 9	4	0	- 5	- 2 686
Résultat des activités courantes	- 270	42	- 260	- 487	- 182
Impôt sur les bénéfices	132	0	84	216	120
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 138	42	- 176	- 272	- 62
Dont Résultat net – part du groupe	- 138	42	- 176	- 272	- 62
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0

NOTE VI – PRECISIONS SUR CERTAINS POSTES DU BILAN CONSOLIDE

6.1. IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en K euros)	Brut 30/06/2011	Dépréciations et amortissements	Solde au 30/06/2011	Solde au 31/12/2010
/	33 893	- 273	33 620	34 977
Constructions	72 130	- 9 303	62 827	67 623
Immeubles de placement	106 023	- 9 575	96 447	102 600

Variations (en K euros) 01/01/2010-30/06/2011	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2010	111 636	- 9 036	102 600
Augmentations	1 506	- 1 297	209
Diminutions	- 7 118	756	- 6 362
30/06/2011	106 024	- 9 575	96 447

Les principales acquisitions et cessions d'immeubles de placement sont détaillées dans la Note 1- Informations générales.

Au 30 juin 2011, aucun frais financier n'a été incorporé dans le coût d'entrée des immeubles de placement.

La variation des provisions pour dépréciations et amortissements inclut la dépréciation des immeubles de placement à hauteur de 708 K€ calculée sur la base des expertises hors droits au 30 juin 2011. Au 31 décembre 2010, cette provision s'élevait à 870 K€.

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

Au 30/06/2011 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expert
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux	96 447	103 042
TOTAL	96 447	103 042

La règle de calcul d'évaluation des immeubles de placement, identique à celle appliquée dans les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2010, est la suivante :

- Les immeubles détenus depuis moins de six mois n'étant pas en principe soumis à une expertise immobilière, aucune provision n'est comptabilisée, sauf circonstances exceptionnelles. Le montant de la dépréciation est déterminée en tenant compte des amortissements qui seront constatés jusqu'à la date de cession.
- Pour les immeubles dont le processus de vente est engagé (décision du Comité d'investissement et signature d'un mandat de vente), l'éventuelle moins value latente est intégralement provisionnée.

Au 31 décembre 2010 la situation était la suivante :

Au 31/12/2010 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expert
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux	102 600	107 376
TOTAL	102 600	107 376

6.2. ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30/06/11	Dépréciations 30/06/11	Valeurs Nettes 30/06/11	Valeurs Nettes 31/12/10
Titres de participation non consolidés	82	-	82	82
Autres créances immobilisées	1 022	-	1 022	603
Autres titres immobilisés	4	-	4	4
Instruments de trésorerie	1	-	1	610
Autres immobilisations financières	21	-	21	21
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	1 130	-	1 130	1 320

- Instruments de trésorerie

Au 30 juin 2011, le groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un actif de 1 K€ et d'un passif de 2 081 K€, soit un solde de - 2 080 K€.

6.3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30/06/2011	Dépréciations 30/06/2011	Valeurs Nettes 30/06/2011	Valeurs Nettes 31.12.2010
Participation dans les entreprises associées	127	0	127	135
TOTAL PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	127	0	127	135

Variations (en K euros)	30/06/2011	31/12/2010
Valeur des titres au début de l'exercice	135	0
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	-7	10
Dividendes distribués	0	0
Autres	-1	125
Valeur des titres en fin d'exercice	127	135

6.4. IMPOTS DIFFERES

L'analyse des impôts différés actifs au 30 juin 2011 est la suivante :

(En K euros)	30/06/2011	31/12/2010
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	281	170
Différences temporaires	15	16
Autres différences	0	0
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	296	186

Variations (en K euros) du 01/01/2010 au 31/12/2010	
31/12/2009	443
Augmentations	14
Diminutions	- 271
31/12/2010	186

Variations (en K euros) du 01/01/2011 au 30/06/2011	
31/12/2010	186
Augmentations	110
Diminutions	0
30/06/2011	296

Le groupe a comptabilisé un impôt différé actif en raison des économies d'impôts qu'il s'attend à obtenir à une échéance proche et fiable sur son secteur taxable.

6.5. STOCKS ET EN-COURS

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30.06.2011	Dépréciations 30.06.2011	Valeurs Nettes 30.06.2011	Valeurs Brutes 31.12.2010	Dépréciations 31.12.2010	Valeurs Nettes 31.12.2010
Stocks et travaux en cours	5 546	0	5 546	5 288	0	5 288
TOTAL STOCKS ET TRAVAUX EN COURS	5 546	0	5 546	5 288	0	5 288

Variations (en K euros) du 01/01/2010 au 31/12/2010		Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2009		7 442	- 200	7 242
Augmentations		3 866	0	3 866
Diminutions		- 6 020	200	- 5 820
31/12/2010		5 288	0	5 288

Variations (en K euros) du 01/01/2011 au 30/06/2011		Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2010		5 288	0	5 288
Augmentations		258	0	258
Diminutions		0	0	0
30/06/2011		5 546	0	5 546

Les dépenses comptabilisées en stocks au 30 juin 2011 sont détaillées dans la note I - « Informations générales ».

Au 30 juin 2011, 42 K€ de frais financiers ont été incorporés dans le coût de revient des stocks. Au 31 décembre 2010, ils s'élevaient à 30 K€.

6.6. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30.06.2011	Dépréciation 30.06.2011	Valeurs Nettes 30.06.2011	Valeurs Brutes 31.12.2010	Dépréciation 31.12.2010	Valeurs Nettes 31.12.2010
Créances clients	2 951	- 178	2 773	4 417	- 178	4 239
TOTAL CREANCES CLIENTS	2 951	- 178	2 773	4 417	- 178	4 239
Avances et acomptes versés	249	0	249	247	0	247
Créances fiscales	625	0	625	452	0	452
Actifs d'impôt exigible	8	0	8	0	0	0
Créances sur cessions d'immobilisations	0	0	0	9	0	9
Débiteurs divers	105	0	105	173	0	173
Charges constatées d'avance	66	0	66	29	0	29
TOTAL AUTRES DEBITEURS	1 054	0	1 054	910	0	910
TOTAL ACTIFS COURANTS	4 005	- 178	3 827	5 327	- 178	5 149

A l'exception de la créance douteuse issue de l'exploitation de l'immeuble de bureaux de Villejuif et qui avait été comptabilisée au 31 décembre 2008, la société n'a connu aucun défaut de paiement à fin juin 2011. Hormis cette créance douteuse, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

6.7. AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS

(En K euros)	Solde au 30.06.2011	Solde au 31.12.2010
Autres actifs financiers	0	3 100
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS COURANTS	0	3 100

Variations (en K euros) du 01/01/2011 au 30/06/2011	
31/12/2010	3 100
Augmentations	0
Diminutions	- 3 100
30/06/2011	0

Au 31 décembre 2010, les autres actifs financiers courants correspondaient aux liquidités issues de la cession fin 2009 de l'actif de Brest pour lequel le prêt n'avait pas été remboursé. En effet, cette somme avait été bloquée en vue de sa réaffectation à de nouvelles acquisitions ainsi qu'au financement des travaux d'agrandissement et de rénovation à mener sur des sites KEOLIS.

Ces derniers ayant débuté au cours du premier semestre 2011, ces liquidités ont pu être débloquées.

6.8. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En K euros)	Solde au 30.06.2011	Solde au 31.12.2010
Valeurs mobilières de placement	0	104
Trésorerie	2 000	3 012
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au bilan	2 000	3 116
Découverts bancaires	- 2	- 37
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au sens du tableau de flux	1 998	3 079

6.9. CAPITAUX PROPRES

- *Evolution du capital*

(en euro)	Nombre d'actions	Nominal	Total
31/12/2009	293 046	55	16 117 530
Emissions actions gratuites (échéance du plan signé le 12/12/2007)	455	55	25 025
31/12/2010	293 501	55	16 142 555
Emissions d'actions gratuites (échéance du plan signé le 18/03/2009)	450	55	24 750
30/06/2011	293 951	55	16 167 305

- *Actions propres*

La Société a signé un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation en vigueur, et notamment avec les dispositions du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 et la décision AMF du 22 mars 2005 concernant l'acceptation des contrats de liquidité en tant que pratique de marché complémentaire admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011 a renouvelé le programme de rachat d'actions adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2010 et a autorisé le Conseil d'Administration à acheter un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 5% du nombre des actions composant le capital de la société afin d'alimenter le contrat de liquidité signé le 9 janvier 2007 avec le CM-CIC.

Sous l'empire de la délégation actuelle et de la précédente, le Conseil d'Administration a utilisé ce droit. Ainsi, au 30 juin 2011, le nombre d'actions auto-détenues est de 3.145.

Dans les comptes consolidés au 30 juin 2011, ces actions ont été portées en déduction des capitaux propres et ont été exclues du nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Le programme de rachat adopté par l'Assemblée Générale du 17 mai 2011 a été mis en œuvre par le Conseil d'Administration ce même 17 mai 2011, aux conditions évoquées ci-dessous, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011.

L'autorisation de l'assemblée du 17 mai 2011 annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie et mise en œuvre sous la résolution de l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2010.

- *Obligations Remboursables en Actions*

Catégorie / Droits attachés	Souscription 07.12.2007	au 30.06.2011
ORA / 1 ORA pour 1 action	173 279	173 279

Taux d'intérêt servi : 5.75%

Date de remboursement : 01/01/2012

- *Dilution*

La société a émis six plans d'actions gratuites dont 3 sont encore en cours selon le détail suivant :

Plan	Nombre d'actions attribuées	Date d'attribution des actions	Date d'acquisition prévisionnelle des actions	Date de cession des actions	Attribuée définitivement	Attribution perdue	Plan en cours
1	370	06/09/2006	06/09/2008	06/09/2010	370		
2	1 107	12/12/2007	12/12/2009	12/12/2011	455	652	
3	1 450	18/03/2009	18/03/2011	18/03/2013	450	1000	
4	310	10/11/2009	10/11/2011	10/11/2013			310
5	5 260	09/03/2010	09/03/2012	09/03/2014		1 400	3 860
6	5 040	04/03/2011	04/03/2013	04/03/2015			5 040
TOTAL	13 537				1275	3 052	9 210

Pour le cinquième plan, l'acquisition des actions au 9 mars 2012 est conditionnée à la présence des salariés concernés à cette date. Par ailleurs, pour une partie (3 100 actions) cette acquisition est également conditionnée à l'apurement du report à nouveau déficitaire de Foncière Atland au 31 décembre 2011.

Pour le sixième plan, l'acquisition des actions au 4 mars 2013 est conditionnée à la présence des salariés à cette date. Par ailleurs, pour une partie (3 650 actions), cette acquisition est également conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé de 5 M€ pour 2011 et 2012.

• **Résultat par action**

(en euro)	30.06.2011 (6 mois)	30.06.2010 (6 mois)
Résultat part du groupe	332 737	-61 664
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation (*)	463 744	464 372
Résultat de base par action	0,72 €	-0,13 €
Résultat part du groupe utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	332 737	-61 664
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action (*)	464 431	464 372
Résultat dilué par action	0,72 €	-0,13 €

(*) y compris les ORA

6.10. PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Décomposition (En K euros)	Valeurs 30.06.2011	Valeurs 31.12.2010
Emprunts obligataires	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	70 257	79 317
Emprunts - Crédit-bail	5 488	5 596
Juste valeur des instruments dérivés	1 041	3 209
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	541	531
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	77 327	88 653
Emprunts obligataires	317	621
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 854	3 752
Emprunts - Crédit-bail	205	188
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	74	105
Juste valeur des instruments dérivés	1 040	106
Concours bancaires courants	2	37
Intérêts courus non échus	258	274
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS	5 752	5 083
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	83 078	93 737

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts obligataires	317	0	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 854	3 971	22 769	43 517
Emprunts - Crédit-bail	205	238	945	4 305
Juste valeur des instruments dérivés	1 040	0	298	743
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	74	177	340	24
TOTAL	5 491	4 386	24 352	48 589

(Variations en K euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Emprunts - Crédit-bail	Emprunts obligataires
Solde au 31.12.2010	83 070	5 784	621
Augmentations	1 364	0	0
Remboursements	- 10 323	- 91	- 304
Solde au 30.06.2011	74 111	5 693	317

Au 30 juin 2011, l'encours total des dettes bancaires hors intérêts courus non échus est de 80.121 K€ (y compris ORA). Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'une LTV - « Loan to value » - comprise entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2011, le groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée.

6.11. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Décomposition (En K euros)	Valeurs 30.06.2011	Valeurs 31.12.2010
Fournisseurs	1 510	1 516
Fournisseurs d'immobilisations	155	153
Dettes fournisseurs	1 664	1 669
Dettes sociales et fiscales	787	2 048
Dettes d'impôts	0	15
Charges appelées d'avance	804	1 142
Dettes diverses	82	162
Produits constatés d'avance (loyers perçus d'avance)	2 370	2 386
Autres créiteurs	4 043	5 753
TOTAL des autres PASSIFS COURANTS	5 707	7 422

6.12. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(En K euros)	30.06.2011	31.12.2010
Actifs courants	9 373	10 428
Stocks et en cours	5 546	5 288
Créances clients et autres débiteurs	3 827	5 140
Passifs courants	5 592	7 269
Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations) et autres dettes	1 510	1 516
Autres créiteurs (provisions courantes comprises)	4 082	5 753
TOTAL BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	3 780	3 159

	30.06.2011	31.12.2010
Total besoin en fonds de roulement à l'ouverture	3 159	6 176
Variation du besoin en fonds de roulement du tableau des flux de trésorerie	611	- 3 017
Autres	10	0
Total besoin en fonds de roulement à la clôture	3 780	3 159

NOTE VII – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires par nature de flux se décompose comme suit :

(en K euros)	Valeurs 30.06.2011 (6 mois)	Valeurs 30.06.2010 (6 mois)
Investissement	4 380	4 488
Construction	0	99
Asset management	260	224
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	4 640	4 812

7.2. RESULTAT FINANCIER

(en K euros)	Valeurs 30.06.2011 (6 mois)	Valeurs 30.06.2010 (6 mois)
Produits financiers	29	10
Intérêts financiers	- 2 377	-2 360
Juste valeur des valeurs mobilières de placement	- 8	0
Coût de l'endettement financier net	- 2 356	-2 350
Juste valeur des contrats swaps	191	- 336
Autres	0	0
Autres produits et charges financiers	191	- 336
RESULTAT FINANCIER	- 2 165	- 2 686

7.3. RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS

(en K euros)	30.06.2011
Produits de cession d'immeubles de placement	6 984
Frais de cession et indemnité de remboursement anticipé sur emprunt	- 346
Produits de cession d'immeubles de placement (valeur nette)	6 638
Valeur nette comptable des immeubles de placement cédés	- 6 512
RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS	126

7.4. IMPOTS SUR LES BENEFICES

(en milliers d'euros)	30.06.2011 (6 mois)	30.06.2010 (6 mois)
Impôts courants	0	0
Impôts différés	110	120
Impôts sur les bénéfices	110	120

En raison de son option pour le régime SIIC en date du 1^{er} avril 2007, Foncière Atland n'est plus soumise aux dispositions de droit commun pour le secteur exonéré relatif à son activité de foncière.

Le produit d'impôt porte sur les déficits et retraitements spécifiques générés par le secteur taxable de Foncière Atland correspondant à son activité de construction au travers de ses filiales Foncière Atland

Reim, Foncière Atland Cormeilles et Foncière Atland Valorisation.

Le taux effectif d'impôt qui ressort du compte de résultat consolidé diffère du taux normal d'impôt en vigueur en France. L'analyse des origines de cet écart est présentée ci-dessous :

(en K euros)	30.06.2011	30.06.2010
Résultat net – Part du Groupe	333	- 62
Résultat des sociétés mises en équivalence (perte)	7	0
Résultat net – Part des minoritaires	0	0
Impôts sur les bénéfices (produit d'IS)	- 110	- 120
Résultat des activités courantes avant impôts	230	- 182
Taux constaté	- 47,92%	66,10%
Taux d'imposition réel	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	77	0
Produit d'impôt théorique	0	-61
Différence entre l'impôt théorique et les impôts sur le résultat	187	61
Cet écart s'explique comme suit :		
Effet net des impôts différés non constatés en social	0	0
Incidence des reports déficitaires créés sur l'exercice non activés	0	0
Effet du sous palier soumis au régime SIIC – Résultat exonéré	187	61
Incidence des reports déficitaires activés repris en résultat	0	0
Incidence des reports déficitaires antérieurs non activés et repris en résultat	0	0
	187	61
Ecart net	0	0

VIII – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1.1. Engagements auprès des organismes prêteurs

- Délégation de loyers portant sur 36 684 K€ d'encours,
- Inscription en privilèges de prêteur de deniers portant sur 19 851 K€ d'encours,
- Hypothèque ou promesse d'affectation hypothécaire portant sur 26 636 K€ d'encours,
- Nantissement de parts sociales portant sur 2 483 K€ d'encours,
- Indemnité de remboursement anticipé portant sur 16 483 K€ d'encours,

8.1.2. Description générale des principales dispositions des contrats de locations

L'ensemble du patrimoine du Groupe est localisé en France et se trouve donc régi par le droit français.

La moyenne des durées résiduelles des baux au 30 juin 2011 est de 5,11 années.

Le loyer est habituellement perçu trimestriellement à échoir et est indexé annuellement et en totalité sur l'indice INSEE du coût de la construction.

Revenus minima garantis dans le cadre des contrats de locations simples signés au 30 juin 2011

Les loyers futurs minimaux à recevoir jusqu'à la prochaine date de résiliation possible au titre des contrats de location simple se répartissent ainsi :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minima garantis	8 101	25 425	8 518	42 044

Au 31 décembre 2010, la situation était la suivante :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minima garantis	8 610	27 496	8 572	44 678

8.1.3. Etat des promesses signées

Etat des promesses d'achat signées

Date de promesse	Nature de l'opération	Ville	Typologie	Coût d'achat prévisionnel (K€)
12/2010	Investissement	Aubagne (Bouche du Rhône) (3)	Ensemble Immobilier	2 347
12/2010	Investissement	Angoulême (Charente) (1)	Ensemble Immobilier	2 030
12/2010	Construction	Bondoufle	Terrain à bâtir	1 110
08/2011	Construction	Cormeilles-en-Parisis (2)	Terrain à bâtir	995
TOTAL				6 482

(1) Acquisition définitive le 8 juillet 2011

(2) Promesse signée le 4 août 2011

(3) Promesse échu au 31 août 2011

Par ailleurs, un accord de partenariat d'une durée de 5 ans avec la société VEOLIA a été signé le 30 décembre 2008 prévoyant l'acquisition de plusieurs sites et l'engagement de location à la société VEOLIA par la signature de baux fermes de 12 ans pour les actifs existants et à construire.

8.1.4. Engagements de détention

Les immeubles acquis et / ou apportés peuvent être placés sous le régime fiscal de l'article 210 E du CGI.

Ceux-ci font l'objet d'un engagement de conservation pendant 5 ans à compter de leur acquisition et / ou apport.

Les actifs du groupe concernés par ce régime fiscal sont détaillés ci-après :

Opérations	Villes	Date d'acquisition
KEOLIS	Brétigny – Chantepie - Hyères	27/04/2007
	Bordeaux – Comines – Nantes – Portes Valence – St Doulichard	15/05/2007
	Agde	12/06/2007
	Le Coteau	31/01/2007
	Bruay	31/07/2007
	Saint Malo – Nantes – Loches – Rochefort – Dax – Dijon – Metz – Tremblay - Narbonne	14/12/2007
	La Ciotat	10/01/2008
	Ibos	24/06/2008
	Brionne	07/11/2008
	Bouxières	01/04/2009
Mesplé	Toulouse	21/03/2008
VEOLIA TRANSPORT	Le Mans – Alençon – Chatelleraut – Epinal – Vernon – Noyon - Abbeville	30/12/2008

8.1.5. Engagements donnés

Dans le cadre de la cession de l'immeuble de Brest (sur l'exercice 2009), Foncière Atland s'est engagée vis-à-vis de l'acquéreur à prendre en charge un montant maximum de 22 K€ relatif au coût à supporter pour la remise en état du bien.

La société FONCIERE ATLAND VILLEJUIF a signé en date du 16 juin 2011 une promesse de vente pour le lot 9 de son immeuble à Villejuif pour un montant de 900 K€.

8.1.6. Engagements obtenus

- La signature de l'accord de partenariat avec VEOLIA en date du 30 décembre 2008 s'est accompagnée de l'obtention d'une caution donnée par VEOLIA pour le compte de ses filiales au bénéfice du groupe Foncière Atland. Par ces actes, VEOLIA garantit le montant des loyers TTC dus jusqu'à la date d'expiration du bail.
Le montant ainsi cautionné s'élève à 10 832 K€.
- L'accord de partenariat signé avec KEOLIS, d'une durée de 5 ans, s'est accompagné de l'obtention :
 - d'un cautionnement de loyers pour un montant total de 3 454 K€,
 - d'une caution bancaire pour un montant total de 837 K€.
- La signature de contrats de baux avec les actuels locataires des immeubles de bureaux à Labège et d'activités à Amiens Glisy, s'est accompagnée de l'obtention d'une caution bancaire de 221 K€.
- Dans le cadre de ses opérations de co-investissement avec son partenaire étranger, Foncière Atland a signé un pacte d'associés en date du 8 juin 2010. Le groupe bénéficie de la possibilité d'acquiescer auprès de son partenaire 15% des parts sociales desdites SCI mais sous la condition de réaliser, au plus tard le 31 décembre 2010, une ou plusieurs levées de fonds (avec un minimum de 8 M€).
- Au titre de son activité de gestion pour le compte de tiers, FONCIERE ATLAND REIM a obtenue de la Caisse de Garantie de l'Immobilier une garantie financière de 2M€.

8.2. PASSIFS EVENTUELS

Foncière Atland a reçu une assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux au motif d'une rupture abusive d'un protocole de vente ayant causé préjudice à la partie adverse. Ayant été condamné en première instance, sans exécution provisoire de la décision, Foncière Atland et ses conseils

juridiques considèrent comme aléatoire le dénouement du litige en l'absence d'éléments précis et objectifs et ne sont pas en mesure de chiffrer le préjudice éventuel.

En l'état actuel, aucun élément objectif et certain ne permet de justifier la comptabilisation d'une provision au bilan du 30 juin 2011.

8.3. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2011

- **Acquisition d'un site Veolia Transport :**

Conformément à la promesse signée (Cf. § 8.1.3 ci-dessus), la SAS FA VEOLAND V a acquis le 8 juillet 2011 un ensemble immobilier situé à Angoulême pour un prix d'acquisition hors droits de 2 030 K€.

- **Signature d'une promesse sur un terrain :**

Dans le cadre de son activité de construction, FONCIERE ATLAND a signé une promesse de vente, le 4 août 2011, pour l'acquisition un terrain de 13 285 m² situé à Cormeilles-en-Parisis pour un montant hors droits et hors taxes de 995 K€ et une date d'échéance au 31 mars 2012. Un dépôt de garantie de 95 K€ a été versé.

- **Accord sur la dette :**

Le groupe a obtenu l'accord de ses 3 principaux partenaires financiers afin de rééchelonner une partie de sa dette sur ses premiers portefeuilles. A la suite de cet accord, la ventilation du passif financier entre la part « courante » et « non courante » est la suivante (y compris les ORA) :

(En K Euros)	Avant accord	Après accord
Passifs financiers non courants	77 327	78 317
Passifs financiers courants	5 751	4 761
TOTAL	83 078	83 078

Cet accord permet au Groupe un différé d'amortissement de 2,7 Meuros sur 3 années.

8.4 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants. Il n'existe, en effet, pas de sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint qui pourraient être concernées par la norme IAS 24.

- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 12 K€,
- Charge liée à la redevance de « marque » pour 10 K€,
- Contrats de prestations de services administratifs et de management conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 361 K€,
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 232 K€,
- Dettes fournisseurs pour 702 K€,
- Dettes diverses intra groupe pour 178 K€,
- Compte courant intra groupe pour 1 K€,
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 87 K€
- Créances clients pour 106 K€, dont 50 K€ intra groupe,
- Créances diverses pour 19 K€,
- Actifs financiers pour 1 104 K€.

Par ailleurs, aucune rémunération et aucun avantage n'a été versé aux dirigeants sur la période.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Foncière Atland - Société Anonyme

Siège social : 10, avenue George V - 75008 Paris
Capital social : €.16.167.305

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2011

Période du 1er janvier 2011 au 30 juin 2011

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Foncière Atland, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2011 au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.1 de l'annexe qui expose les modalités de prise en compte de la juste valeur des immeubles de placement.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris La Défense et Levallois, le 31 août 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Denjean & Associés

François Plat
Associé

Clarence Vergote
Associée